

96 licenciements chez PSA Peugeot

AUTO La directrice générale Benelux Virginie Jacquot communiquera jeudi à 9 heures

- ▶ Un conseil d'entreprise exceptionnel se tenait mercredi soir au siège de Braine-l'Alleud.
- ▶ Une procédure Renault sera entamée.

Le conseil d'entreprise exceptionnel qui s'est tenu ce mercredi aux sièges belge et hollandais du groupe PSA devrait malheureusement déboucher sur des licenciements dans les deux pays. Pour rappel, lors du second semestre 2014, le géant français avait annoncé la création d'une « plaque Benelux » ayant pour but de réaliser des économies d'échelle entre les deux entités. C'est hier, dans les bureaux de la société basée à Braine-l'Alleud, que le sort de certains salariés semble avoir été scellé. Alors qu'il était prévu que la réunion se termine vers 17 heures, celle-ci s'est prolongée jusqu'en début de soirée. L'importateur en Belgique du Groupe PSA, fabricant des voitures des marques Peugeot et Citroën, veut licencier 96 travailleurs. Une réorganisation a été annoncée mercredi. La directrice générale Benelux, Virginie Jacquot, communiquera jeudi à 9 heures et donnera des explications au personnel, a-t-on appris de bonne source. Les licenciements portent sur environ un quart de l'ensemble du personnel des deux marques, impliquant le déclenchement de la procédure Renault liée aux licenciements collectifs.

Certains services comme le marketing, les ventes ou l'après-vente, pourraient en effet être centralisés et non plus dédoublés. Reste évidemment à savoir si c'est le siège belge ou néerlandais qui sera le plus touché par ces mesures d'économies mais il n'est pas interdit de penser que notre pays pourrait être le plus impacté.



Les licenciements portent sur environ un quart de l'ensemble du personnel des deux marques, impliquant le déclenchement de la procédure Renault liée aux licenciements collectifs. © PHOTO NEWS.

On peut également se demander si des synergies seront mises en œuvre entre les pôles Peugeot et Citroën-DS. Si c'est le cas et si des départements sont purement et simplement supprimés en Belgique pour être gérés depuis Amsterdam (simple supposition), on peut craindre d'importantes conséquences sociales chez nous. 470 employés travaillent en effet pour les filiales de Peugeot et Citroën-DS en Belgique, sans compter les quelques dizaines de personnes travaillant directement pour PSA.

Rappelons que ce plan d'économies ne

concerne pas que le Benelux mais qu'il fait partie d'un projet global visant à assurer une meilleure rentabilité au groupe. Rien qu'en France, 11.000 départs sont prévus entre 2012 et fin 2015. Et en Allemagne par exemple, 150 des 427 employés de PSA devraient être écartés. La Grande-Bretagne, l'Espagne, l'Italie, l'Autriche et la Pologne seraient également concernés par ces restructurations. Il faut dire que même si PSA a retrouvé la rentabilité en 2014, sa position reste fragile après quelques années de pertes parfois faramineuses. Malgré

l'entrée des Chinois et du gouvernement français dans l'actionnariat (à parts égales avec la famille Peugeot), la société reste en effet très seule sur un marché mondial de plus en plus dominé par de plus grands groupes automobiles. On parle d'ailleurs souvent d'un rapprochement possible avec Fiat Chrysler, ce qui permettrait à l'éventuelle nouvelle entité de peser bien plus lourd face aux colosses que sont Toyota, Volkswagen, GM, Hyundai-Kia, Ford et Renault-Nissan. ■

STÉPHANE LÉMERET

NOTORIÉTÉ

Retour de PSA dans le CAC 40

Le lundi 23 mars, le groupe automobile signera son retour dans l'indice phare de la place boursière française, le CAC 40. PSA était sorti du CAC 40 en septembre 2012, un affront pour cette société qui en faisait partie depuis la création de l'indice fin 1987. « Etre présent dans le CAC 40 est très important pour notre groupe car c'est rassurant pour les investisseurs », a déclaré un porte-parole du groupe. Ce retour suit de près celui de l'équipementier automobile Valeo, qui a été réintégré au CAC 40 en juin 2014 après 13 années d'absence. « Cela nous permet d'accroître notre notoriété à l'international en bénéficiant d'un meilleur suivi par la communauté financière », a en outre souligné le porte-parole de PSA Peugeot Citroën, ajoutant que « ce retour dans le CAC 40 permet d'accompagner l'internationalisation du groupe qui est un élément important du plan stratégique ». Le constructeur automobile a divisé par quatre sa perte nette en 2014 et a affirmé être en avance sur son plan de « reconstruction » (entendez restructuration), lors de la présentation des résultats annuels en février. Carlos Tavares avait pris les rênes de PSA il y a un an, lorsque le groupe en grande difficulté avait ouvert son capital à Dongfeng et à l'Etat français à hauteur de 14 % chacun. (afp)

La BCE est victime de son succès

POLITIQUE MONÉTAIRE Les rachats s'effectuant dans un marché tendu, les taux chutent

LE FAIT DU JOUR

La Banque centrale européenne (BCE) et les banques nationales membres de l'Euro-système ont lancé ce lundi leur vaste plan d'assouplissement quantitatif (QE) d'un montant de 60 milliards par mois jusqu'en septembre 2016. Comme l'a rappelé ce mercredi Mario Draghi, le président de la BCE, l'objectif est de ramener l'inflation proche de 2 %, niveau synonyme de stabilité des prix, selon la BCE. La dépréciation de près de 20 % de l'euro par rapport au dollar devrait contribuer à sortir les indicateurs d'évolution des prix de la zone rouge. Afin de relancer durablement l'inflation, la BCE compte avant tout sur une reprise de l'économie, misant d'ailleurs sur une croissance de 1,5 % dès cette année et sur 2,1 % en 2017.

Afin de concrétiser cette prévision, la BCE doit toutefois être en mesure de réaliser son QE alors que l'effet sur les marchés apparaît dévastateur pour les taux. En trois jours, le rendement belge à dix ans a chuté de 0,63 % à 0,42 %. Un impact s'expliquant par l'ampleur des rachats de la BCE. Selon les estimations, elle devrait acquérir 14 % de la dette publique des pays de la zone euro en 18 mois alors que la Fed amé-

En théorie, la BCE accepte les titres avec un rendement de jusqu'à -0,2 %. Risqué, estiment certains

ricaine a repris un cinquième de la dette des Etats-Unis en six ans. Le QE intervient aussi dans un marché plus tendu. Les stratèges de Morgan Stanley estiment que le déficit public diminuera de 259 milliards cette an-



Mario Draghi, président de la BCE, a sans doute discuté des taux avec le président français François Hollande, mercredi, à l'Elysée.

© EPA.

née, réduisant d'autant l'offre d'obligations souveraines. La demande reste par contre soutenue, notamment de la part des banques et des compagnies d'assurances, qui doivent se conformer à une nouvelle réglementation. Les investisseurs hésitent à céder leurs titres faute d'alternative rentable.

Selon les stratèges de Soc-

Gen, plus d'un quart des obligations éligibles au QE de la BCE affichent de plus un rendement négatif. En théorie, la BCE accepte les titres avec un rendement de jusqu'à -0,2 %. En pratique, Ewald Nowotny, représen-

tant autrichien à la BCE, estime risqué, tant financièrement que pour la réputation de la BCE, de racheter des obligations affichant un rendement négatif.

La BCE doit ainsi opter pour des échéances de plus en plus longues, surtout en Bunds allemands, où les titres jusqu'à sept ans affichent un rendement négatif. Illustration d'un marché particulièrement étriqué. Le boni public de l'Allemagne réduit le volume disponible. La demande est attisée par la sécurité perçue du Bund, notamment par rapport au risque de dislocation de la zone euro.

Conformément à la clé de répartition décidée, la BCE doit consacrer 18 % du QE aux Bunds allemands, avec le risque d'une

RÉACTIONS

Draghi confiant dans les réformes

Le Président de la Bundesbank, Jens Weidmann, a répété ses craintes d'un effet contre-productif du QE sous la forme « d'une accoutumance (...) qui mènera à ce que les pays repoussent sine die la consolidation nécessaire des budgets publics ». Plus diplomatique, Johan Van Overtveldt, ministre des Finances, a appelé les gouvernements européens à ne pas abandonner les réformes malgré le QE de la BCE et le plan Juncker. Mario Draghi a toutefois balayé ces critiques. « L'impact bénéfique de nos achats d'actifs sur les conditions de financement ne va pas réduire les incitations à réformer, comme certains l'affirment souvent, mais va en réalité accroître les bienfaits de telles réformes, dans la mesure où les entreprises sont encouragées à augmenter leurs investissements, ce qui doit accélérer la reprise économique. »

C.BO.

pénurie de titres à des conditions admissibles. Le rendement du Bund à trente ans a déjà fondu de plus d'un tiers à 0,65 % en trois jours, alors que le programme doit durer 18 mois. Sur le marché des taux, le QE fonctionne trop bien, la BCE « chassant sa propre queue » selon Ciaran O'Hagan, stratègeste chez SocGen. ■

CÉDRIC BOITTE

« Google était parmi nos premiers clients »

ENTREPRISES Un prix pour jeunes managers

ENTRETIEN

Anthony Shaikh est à 33 ans un de ces entrepreneurs qui n'a peur de rien. Admos, qu'il a créé dans une cave de La Hulpe en 2011 avec son associé Christophe Erkens, n'est d'ailleurs pas un cabinet d'architectes comme les autres. Spécialisé dans l'aménagement de bureau, le patron a compté parmi ses tout premiers clients Google Belgique... On peut dire que l'aventure était bien partie. Il est aujourd'hui nommé dans la catégorie « founder » du young Top Manager de l'année, un nouveau prix lancé par Top Management et Le Soir.

Comment avez-vous eu l'idée de lancer Admos ?

L'envie, avant tout, de faire quelque chose de différent ! Admos n'est pas un bureau d'architecture classique. Nous employons principalement des architectes, nous avons donc cette vision technique mais notre travail est avant tout conceptuel. Et puis nous ne construisons pas des immeubles, nous aménageons des bureaux.

Si vous êtes en lice pour le Young Top Manager de l'année, c'est parce que votre entreprise a enregistré une belle croissance ces dernières années...

Oui ! Admos a débuté dans une cave à La Hulpe, à deux, en 2011. Aujourd'hui, nos bureaux sont installés dans la magnifique site de Dolce La Hulpe, en pleine nature. C'est d'ailleurs nous qui avons rénové le complexe ! 25 collaborateurs nous

entourent. Actuellement, nous travaillons aux nouveaux bureaux de McDonalds Belgique. A vrai dire, nous enchaînons les projets passionnants et en 2014, notre chiffre d'affaires était de 18 millions.

Top management sélectionne ses candidats en raison de leurs techniques de management innovantes. Quel est votre secret ?

J'ai beaucoup voyagé avant de fonder Admos. Ces périples ont une forte influence tant sur ma vision artistique que sur ma manière de manager. Chez nous, tout le monde s'exprime au niveau créatif. Chaque collaborateur présente ses projets directement au client. Pas question d'un management vertical dans une entreprise aussi jeune que la nôtre ! Et puis Admos a ses bureaux en pleine nature, le bien-être de nos collaborateurs est au centre de nos préoccupations. ■

Propos recueillis par AMANDINE CLOOT

Plus d'infos sur youngtopmanager.com.

Anthony Shaikh a fondé Admos en 2011. © D.R.

